



CHAPITRE 118

Loi fixant l'évaluation municipale des immeubles de La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée

[Sanctionnée le 28 mars 1947]

CHAPTER 118

An Act fixing the municipal valuation of the immoveables of La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée

[Assented to, the 28th of March, 1947]

Préambule.

ATTENDU que La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée, dans le comté de Bellechasse, a représenté par sa pétition qu'il est dans l'intérêt même de la municipalité de la paroisse de Saint-Camille de Lellis que l'évaluation de ses immeubles et propriétés tant actuelles que futures soit fixée à la somme de \$500.00, et ce pour une période de quinze ans, à dater du 1er juin 1947;

Attendu que le conseil de la corporation de la paroisse de Saint-Camille de Lellis a, par résolution portant le numéro 1522 du livre des minutes de la dite corporation, à sa session du 8 janvier 1947, appuyé la requête ci-dessus, en autant qu'il s'agit des immeubles qui servent à la manufacture;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande de la pétitionnaire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Évaluation fixe.

1. L'évaluation municipale des immeubles et propriétés actuels et à venir, appartenant à La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée et servant à son exploitation industrielle, à l'exclusion des résidences, est fixé à la somme de \$500.00, tant pour fins scolaires,

Preamble.

WHEREAS La Manufacture de Laine de Saint Camille de Bellechasse Limitée, in the county of Bellechasse, has, by its petition, represented that it is in the interest of the municipality of the parish of St. Camille de Lellis itself that the valuation of its immoveables and properties either present or future be fixed at the sum of \$500.00, and this, for a period of fifteen years, as from the 1st of June 1947;

Whereas the council of the corporation of the parish of St. Camille de Lellis, has, by resolution bearing number 1522 of the minute book of the said corporation, at its meeting of the 8th of January 1947, supported the above prayer, in so far as the immoveables used by the factory are concerned;

Whereas it is expedient to grant the petitioner's prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Fix valuation.

1. The municipal valuation of the present and future immoveables and properties, owned by La Manufacture de Laine de Saint Camille de Bellechasse Limitée, and used for its industrial operations and exclusive of residences, is fixed at the sum of \$500.00, both for school and

que pour fins municipales, à dater du 1er juin 1947, et pour une période de quinze ans.

Succes-
seurs, etc.

2. Les successeurs et ayants cause de la dite compagnie bénéficieront de cette même disposition à laquelle sont soumis la Corporation de la paroisse de Saint-Camille de Lellis et les commissaires d'écoles du même endroit à condition de continuer la même industrie.

Cessation
d'opéra-
tions.

3. Nonobstant le terme ci-dessus stipulé, la présente loi sera considérée comme abrogée dès que La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée aura cessé définitivement ses opérations ou les aura suspendues pendant quatre mois consécutifs dans le cours d'une même année.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

municipal purposes, as from the 1st of June 1947, and for a period of fifteen years.

2. The successors and assigns of the said company shall benefit from this same provision to which the Corporation of the parish of St. Camille de Lellis and the school commissioners of the same locality are subject, provided the same industry is continued.

3. Notwithstanding the above stipulated term, this act shall be considered as repealed as soon as La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Limitée shall have definitively ceased its operations or shall have suspended them during four consecutive months in the course of a same year.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Succes-
sors, etc

Ceasing of
opera-
tions.

Coming
into force.